Ville de Hudson

Rapport financier

31 décembre 2021

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville d'Hudson | 71100 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre R. Charron, CPA, CA, MBA, atteste la véracité du Rapport financier de Ville d'Hudson pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature _____ Date 18 mai 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	35
Analyse des charges	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Hudson

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Hudson («l'entité»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Hudson au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Hudson inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO sencrl.[1]

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

BCGO S.E.N.C.R.L.
Vaudreuil-Dorion, le 18 mai 2022
1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	11 810 800	11 897 489	11 819 509
Compensations tenant lieu de taxes	2	160 700	160 307	170 105
Quotes-parts	3			
Transferts	4	193 100	899 506	935 034
Services rendus	5	235 300	192 120	224 546
Imposition de droits	6	1 083 300	1 903 844	2 124 836
Amendes et pénalités	7	40 000	138 359	95 467
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	185 000	252 527	256 454
Autres revenus	10	1 000	2 615	18 021
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	13 709 200	15 446 767	15 643 972
Charges				
Administration générale	14	2 096 800	1 846 648	1 639 351
Sécurité publique	15	3 409 500	2 652 480	2 531 329
Transport	16	2 773 800	2 590 794	2 654 554
Hygiène du milieu	17	2 648 200	2 491 443	2 554 897
Santé et bien-être	18	71 300	69 371	72 561
Aménagement, urbanisme et développement	19	750 100	668 425	834 550
Loisirs et culture	20	1 696 200	1 374 209	1 050 141
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	837 100	735 219	787 646
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	14 283 000	12 428 589	12 125 029
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(573 800)	3 018 178	3 518 943
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		38 487 320	34 968 377
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		38 487 320	34 968 377
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		41 505 498	38 487 320

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 114 782	11 705 277
Débiteurs (note 5)	2	5 482 567	6 453 525
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	15 597 349	18 158 802
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 222 545	2 970 570
Revenus reportés (note 12)	12	408 123	379 664
Dette à long terme (note 13)	13	24 820 911	26 955 709
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	27 451 579	30 305 943
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(11 854 230)	(12 147 141)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	53 236 917	50 524 819
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	117 346	99 495
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	5 465	10 147
	23	53 359 728	50 634 461
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	41 505 498	38 487 320

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(573 800)	3 018 178	3 518 943
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(500 000)	(4 360 385)	(2 604 280)
Produit de cession	3			1 250
Amortissement	4	1 705 800	1 650 451	1 692 926
(Gain) perte sur cession	5		(2 164)	65 346
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	1 205 800	(2 712 098)	(844 758)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(17 851)	14 124
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		4 682	(2 494)
	13		(13 169)	11 630
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	632 000	292 911	2 685 815
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(12 147 141)	(14 832 956)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(12 147 141)	(14 832 956)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(11 854 230)	(12 147 141)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 018 178	3 518 943
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 650 451	1 692 926
Autres			
▪ Gain sur cession d'immo.	3	(2 164)	
▪ Perte sur cession d'immo.	4		65 346
	5	4 666 465	5 277 215
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	970 958	233 552
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(748 025)	681 213
Revenus reportés	9	28 459	40 912
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(17 851)	14 124
Autres actifs non financiers	13	4 682	(2 494)
	14	4 904 688	6 244 522
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(4 360 385)	(2 604 280)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		1 250
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(4 360 385)	(2 603 030)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( )	( )
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( )	( )
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25		4 050 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(2 154 000)	(1 664 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	19 202	43 608
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(2 134 798)	2 429 608
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(1 590 495)	6 071 100
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	11 705 277	5 634 177
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	11 705 277	5 634 177
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	10 114 782	11 705 277

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La ville de Hudson est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèse et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

b) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	- 10, 20 et 40 ans
Bâtiments	- 20 et 40 ans
Véhicules	- 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du premier entré, premier sorti, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux ainsi que du Fonds de stationnement sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 114 782	11 705 277
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	10 114 782	11 705 277
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	775 581	914 618
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	542 470	988 107
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	3 216 647	3 832 522
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	666 871	195 043
Organismes municipaux	15	480 086	288 666
Autres			
▪ Droits de mutation	16	516 167	912 274
▪ Recevables autres	17	60 326	236 913
	18	5 482 567	6 453 525
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 328 692	3 124 635
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 328 692	3 124 635
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	43 664	48 328

Note

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	80 106	89 969
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	80 106	89 969

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

La ville dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 4 000 000 $ pour ses opérations courantes. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel. Le montant non utilisé au 31 décembre 2021 est de 4 000 000 $ (2020 : 4 000 000 $). Cette marge de crédit couvre le découvert bancaire et est présentée à ce poste à l'état de la situation financière, s'il y a lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. Créditeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	1 254 586	2 241 637
Salaires et avantages sociaux	48	185 631	164 889
Dépôts et retenues de garantie	49	575 681	369 856
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Organismes municipaux	51	38 576	9 596
▪ Intérêts courus sur dette LT	52	166 971	184 592
▪ Gouvernement du Québec	53	1 100	
▪	54		
▪	55		
	56	2 222 545	2 970 570

Note

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	42 188	25 293
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	159 956	159 956
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Médi-Centre	69	71 548	71 548
▪ Transferts	70	110 431	102 867
▪ Fonds de stationnement	71	24 000	20 000
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	408 123	379 664

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2021	2020
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,90	2023	2060	77	24 892 000	27 046 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	24 892 000	27 046 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(71 089)	(90 291)
					87	24 820 911	26 955 709

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		1 802 000			1 802 000
2023	89		1 849 000			1 849 000
2024	90		1 088 000			1 088 000
2025	91		1 113 000			1 113 000
2026	92		1 140 000			1 140 000
2027 et plus	93		17 900 000			17 900 000
	94		24 892 000			24 892 000
Intérêts et frais accessoires	95		( )		( )	
	96		24 892 000			24 892 000

Note

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	12 859 808	1 328 396	1 126 026	13 062 178
Eaux usées	105	22 250 784			22 250 784
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	8 997 153	3 353	(135 977)	9 136 483
Autres					
▪ Autres	107	1 933 032		284 163	1 648 869
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	9 074 167	386 819	156 726	9 304 260
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	986 501	209 072	147 361	1 048 212
Ameublement et équipement de bureau	113	503 089	49 368	(14 257)	566 714
Machinerie, outillage et équipement divers	114	1 522 959	158 984	70 602	1 611 341
Terrains	115	5 795 871			5 795 871
Autres	116				
	117	63 923 364	2 135 992	1 634 644	64 424 712
Immobilisations en cours	118	3 662 632	2 224 393	(2 165)	5 889 190
	119	67 585 996	4 360 385	1 632 479	70 313 902
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	4 561 728	293 345	1 194 249	3 660 824
Eaux usées	121	4 911 297	556 270		5 467 567
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	2 963 403	254 459	(49 149)	3 267 011
Autres					
▪ Autres	123	1 051 073	83 188	191 021	943 240
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	2 002 429	223 319	88 503	2 137 245
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	542 226	51 861	139 536	454 551
Ameublement et équipement de bureau	129	242 021	57 782	(4 275)	304 078
Machinerie, outillage et équipement divers	130	787 000	130 227	74 758	842 469
Autres	131				
	132	17 061 177	1 650 451	1 634 643	17 076 985
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	50 524 819			53 236 917
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139		
	140		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Frais perçus d'avance	154	5 465	10 147
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	5 465	10 147

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

19. Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles, qui comprennent principalement des contrats de collecte d'ordure, de déneigement et de collecte des résidus organiques, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 1 419 238 $. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2022	971 215 $
2023	339 209 $
2024	108 814 $

20. Droits contractuels

Programme de subvention

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 2 456 538 $ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 1 327 750 $ dans ces travaux. À la date des états financiers, 481 102 $ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 1 975 436 $ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur la dettes à long terme totalisant 297 997 $ seront reçus sur une période de 20 ans. L'échéancier de réception de ces subventions pour les cinq prochains exercices s'établit comme suit :

2022	68 161 $
2023	46 232 $
2024	23 741 $
2025	22 052 $
2026	20 297 $

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2021	Solde des cautionnements 2020

160

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires dont le total de certaines est estimé à 764 830 $ et d'autres dont le montant est indéterminé ont été entreprises contre la Ville de Hudson. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations. La direction de la Ville est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de ces réclamations, la charge en résultant serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26 Incidence du Coronavirus (COVID-19)sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'éclosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La ville a poursuivi ses activités malgré la pandémie. Tous les employés sont demeurés en poste mais l'accès aux citoyens a été restreint.

La ville a connu une diminution de ses revenus de l'ordre de 632 341 $ en 2021 comparativement à 2020. Cette diminution est principalement liée à la subvention spéciale du MAMH en lien avec la COVID-19 de l'ordre de 505 875 $ et de la subvention de la CMM d'un montant de 86 615 $. Ces subventions ont été comptabilisées en 2020 mais n'ont pas été reconduites pour 2021. Pour leur part, les charges de fonctionnement ont connu une hausse de 303 560 $ en 2021 comparativement à 2020. Cette augmentation est principalement liée aux charges de loisirs et culture.

La ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice. S'il y a lieu, toute perturbation serait comptabilisée au moment où l'impact serait connu et lorsqu'il pourrait faire l'objet d'une estimation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	11 810 800	11 897 489		11 897 489	11 819 509
Compensations tenant lieu de taxes	2	160 700	160 307		160 307	170 105
Quotes-parts	3					
Transferts	4	193 100	358 404		358 404	864 968
Services rendus	5	235 300	192 120		192 120	224 546
Imposition de droits	6	1 083 300	1 903 844		1 903 844	2 124 836
Amendes et pénalités	7	40 000	138 359		138 359	95 467
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	185 000	252 527		252 527	256 454
Autres revenus	10	1 000	2 615		2 615	(17 879)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	13 709 200	14 905 665		14 905 665	15 538 006
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		541 102		541 102	70 066
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					35 900
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		541 102		541 102	105 966
	22	13 709 200	15 446 767		15 446 767	15 643 972
Charges						
Administration générale	23	2 056 800	1 796 390	50 258	1 846 648	1 639 351
Sécurité publique	24	3 194 500	2 442 441	210 039	2 652 480	2 531 329
Transport	25	2 456 100	2 279 912	310 882	2 590 794	2 654 554
Hygiène du milieu	26	1 737 700	1 615 017	876 426	2 491 443	2 554 897
Santé et bien-être	27	71 300	69 371		69 371	72 561
Aménagement, urbanisme et développement	28	732 600	664 224	4 201	668 425	834 550
Loisirs et culture	29	1 491 100	1 175 564	198 645	1 374 209	1 050 141
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	837 100	735 219		735 219	787 646
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 705 800	1 650 451	(1 650 451)		
	34	14 283 000	12 428 589		12 428 589	12 125 029
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(573 800)	3 018 178		3 018 178	3 518 943

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(573 800)	3 018 178	3 518 943
Moins : revenus d'investissement	2	( )	(541 102)	(105 966)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(573 800)	2 477 076	3 412 977
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	1 705 800	1 650 451	1 692 926
Produit de cession	5			1 250
(Gain) perte sur cession	6		(2 164)	65 346
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 705 800	1 648 287	1 759 522
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(960 800)	(1 308 397)	(773 115)
	18	(960 800)	(1 308 397)	(773 115)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(500 000)	(600 628)	(425 784)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		46 184	47 769
Excédent de fonctionnement affecté	21	520 800	577 002	
Réserves financières et fonds réservés	22	(192 000)	(193 328)	(201 232)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(171 200)	(170 770)	(579 247)
	26	573 800	169 120	407 160
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 646 196	3 820 137

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	541 102	105 966
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(42 683)	(60 684)
Sécurité publique	3	(24 812)	(107 487)
Transport	4	(2 924 974)	(1 996 973)
Hygiène du milieu	5	(893 832)	(422 480)
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(751)	( )
Loisirs et culture	8	(473 333)	(16 656)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )
	11	(4 360 385)	(2 604 280)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	(49 660)	3 979 934
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	600 628	425 784
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	(178 439)	230 670
Excédent de fonctionnement affecté	17		588 399
Réserves financières et fonds réservés	18	332 365	101 944
	19	754 554	1 346 797
	20	(3 655 491)	2 722 451
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(3 114 389)	2 828 417

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	3 309 100	2 804 411	2 618 103
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	632 300	531 764	524 804
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	53 300	31 507	35 609
Autres biens et services	8	6 505 900	5 517 006	5 311 009
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	727 000	649 167	674 613
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	98 000	86 052	113 033
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	12 100		
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 173 900	1 092 470	1 071 785
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	65 000	64 737	49 995
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	1 705 800	1 650 451	1 692 926
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Créances irrécouvrables	21		(4 665)	29 034
▪ Réclamation dommages et int.	22			41
▪ Autres	23	600	5 689	4 077
	24	14 283 000	12 428 589	12 125 029

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 049 289	6 223 321
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 885 351	1 509 870
Réserves financières et fonds réservés	3	5 752 496	5 820 477
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(4 855 247)	(1 669 802)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	30 673 609	26 603 454
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	41 505 498	38 487 320
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	8 049 289	6 223 321
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	8 049 289	6 223 321
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Règl. 504	12	864 804	879 953
▪ Règl. 505	13	33 298	55 928
▪ Plantation d'arbre	14	18 300	
▪ Règl. 581	15	27 346	23 503
▪ Règl. 554	16	12 963	29 686
▪ Parc et terrains de jeux	17	150 000	
▪ Exercice subséquent	18	528 640	520 800
▪ Inondations	19	100 000	
▪ Infrastructures	20	150 000	
	21	1 885 351	1 509 870
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 885 351	1 509 870

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	775 581	914 618
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	4 976 915	4 905 859
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪	45		
▪	46		
	47	5 752 496	5 820 477
	48	5 752 496	5 820 477

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52	( )	( )
Autres	53	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54	( )	( )
	55	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	57	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	( )	( )
Autres			
▪	59	( )	( )
▪	60	( )	( )
	61	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	63	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	65	( )	( )
Autres			
▪	66	( )	( )
▪	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	70	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	71	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72	( )	( )
Autres			
▪	73	( )	( )
▪	74	( )	( )
	75	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres			
▪	80		
	81		
	82	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	32 261	
Investissements à financer	84	(4 887 508)	(1 669 802)
	85	(4 855 247)	(1 669 802)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	53 236 917	50 524 819
Propriétés destinées à la revente	87		
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	53 236 917	50 524 819
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	53 236 917	50 524 819
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94	(24 820 911)	(26 955 709)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95	(71 089)	(90 291)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	2 328 692	3 124 635
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99	(22 563 308)	(23 921 365)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100	( )	( )
	101	(22 563 308)	(23 921 365)
	102	30 673 609	26 603 454

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées où les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents au taux de 5 %.

Les contributions des employés et celles de la municipalité, ainsi que les autres revenus et charges, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le régime étant à cotisation déterminée n'a donc pas de surplus ou déficit actuariel.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	80 106	89 969
	112	80 106	89 969

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	8 596 300	8 666 904	8 620 269
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	1 315 000	1 339 977	1 318 593
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	9 911 300	10 006 881	9 938 862
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	532 200	543 474	535 187
Égout	13	271 500	273 413	253 939
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	697 700	675 732	677 491
Autres				
▪ Usages additionnels	16	2 400	2 530	2 399
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	30 000	29 569	27 418
Service de la dette	20	365 700	365 890	384 213
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	1 899 500	1 890 608	1 880 647
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	1 899 500	1 890 608	1 880 647
	29	11 810 800	11 897 489	11 819 509

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	7 700	7 487	7 656
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	148 500	144 828	149 269
	38	156 200	152 315	156 925
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	156 200	152 315	156 925
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	4 500	4 470	8 933
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45		3 522	4 247
Taxes d'affaires	46			
	47	4 500	7 992	13 180
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	160 700	160 307	170 105

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			3 100
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	2 000		3 576
Sécurité civile	58		103 458	
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	10 000	45 619	37 881
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			18 996
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	78 900	45 243	51 583
Réseau de distribution de l'eau potable	71		19 944	37 328
Traitement des eaux usées	72		5 306	6 964
Réseaux d'égout	73	19 100	9 985	15 566
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	50 000	57 939	35 243
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			86 615
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	20 500	29 185	18 004
Activités culturelles				
Bibliothèques	90			
Autres	91			
Réseau d'électricité	92			
	93	180 500	316 679	314 856

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99		176 458	
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		194 424	38 536
Réseau de distribution de l'eau potable	110			31 530
Traitement des eaux usées	111		170 220	
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128			
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132		541 102	70 066

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	12 600	41 725	
Dotation spéciale de fonctionnement	141			44 237
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			505 875
	144	12 600	41 725	550 112
TOTAL DES TRANSFERTS	145	193 100	899 506	935 034

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	35 000	46 785	40 210
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	35 000	46 785	40 210
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	8 100	6 400	8 020
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	8 100	6 400	8 020

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	43 100	53 185	48 230

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	16 300	14 663	33 036
	191	16 300	14 663	33 036
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193	7 500	10 366	10 557
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	7 500	10 366	10 557
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206			
Réseau de distribution de l'eau potable	207	35 000	27 125	42 941
Traitement des eaux usées	208	32 800	32 437	21 456
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212		890	2 400
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215			
	216	67 800	60 452	66 797

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	100 600	53 454	65 926
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228			
	229	100 600	53 454	65 926
Réseau d'électricité	230			
	231	192 200	138 935	176 316
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	235 300	192 120	224 546

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	83 300	83 375	109 590
Droits de mutation immobilière	234	1 000 000	1 820 469	2 015 246
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	1 083 300	1 903 844	2 124 836
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	40 000	138 359	95 467
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	185 000	252 527	256 454
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		2 164	(65 346)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248	1 000		85 900
Redevances réglementaires	249			
Autres	250		451	(2 533)
	251	1 000	2 615	18 021
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	225 600	215 468		215 468	193 407
Greffe et application de la loi	2	320 300	348 585		348 585	216 143
Gestion financière et administrative	3	1 182 900	922 778	50 258	973 036	1 024 183
Évaluation	4	83 900	84 221		84 221	39 209
Gestion du personnel	5	244 100	225 338		225 338	166 409
Autres						
▪	6					
▪	7					
	8	2 056 800	1 796 390	50 258	1 846 648	1 639 351
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 782 000	1 306 227		1 306 227	1 288 036
Sécurité incendie	10	1 203 600	915 865	210 039	1 125 904	1 051 914
Sécurité civile	11	202 700	213 300		213 300	184 953
Autres	12	6 200	7 049		7 049	6 426
	13	3 194 500	2 442 441	210 039	2 652 480	2 531 329
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	949 400	1 016 143	274 494	1 290 637	1 311 796
Enlèvement de la neige	15	1 087 300	847 298		847 298	908 465
Éclairage des rues	16	31 000	24 219	34 898	59 117	56 854
Circulation et stationnement	17	95 000	98 898	1 490	100 388	83 153
Transport collectif						
Transport en commun	18	293 400	293 354		293 354	294 286
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 456 100	2 279 912	310 882	2 590 794	2 654 554

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	226 100	231 012	122 566	353 578	427 954
Réseau de distribution de l'eau potable	24	220 600	233 492	185 340	418 832	320 470
Traitement des eaux usées	25	238 200	212 759	169 202	381 961	456 691
Réseaux d'égout	26	158 500	138 494	391 813	530 307	542 987
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	166 900	168 416	3 785	172 201	170 348
Élimination	28	116 000	110 927		110 927	130 270
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	162 800	165 319		165 319	108 184
Tri et conditionnement	30	35 600	35 590		35 590	40 893
Matières organiques						
Collecte et transport	31	217 500	172 240		172 240	183 488
Traitement	32	36 600	36 546		36 546	51 348
Matériaux secs	33					33 000
Autres	34	28 500	25 455		25 455	33 852
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	47 400	928		928	1 257
Protection de l'environnement	38	64 200	65 098	3 720	68 818	33 668
Autres	39	18 800	18 741		18 741	20 487
	40	1 737 700	1 615 017	876 426	2 491 443	2 554 897
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	70 000	68 160		68 160	71 293
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	1 300	1 211		1 211	1 268
	44	71 300	69 371		69 371	72 561

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	617 500	550 901	4 201	555 102	633 751
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47		10 599		10 599	26 241
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	115 100	102 724		102 724	174 558
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	732 600	664 224	4 201	668 425	834 550
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	426 000	373 920	57 866	431 786	379 327
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 900	20 283		20 283	3 385
Piscines, plages et ports de plaisance	55	252 700	128 043		128 043	25 918
Parcs et terrains de jeux	56	446 700	408 133	105 827	513 960	462 211
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	63 000	45 809		45 809	16 374
Autres	59					
	60	1 224 300	976 188	163 693	1 139 881	887 215
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	266 800	199 376	34 952	234 328	162 926
	66	266 800	199 376	34 952	234 328	162 926
	67	1 491 100	1 175 564	198 645	1 374 209	1 050 141

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	781 500	698 263		698 263	744 038
Autres frais	70	43 500	36 956		36 956	43 608
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	12 100				
	73	837 100	735 219		735 219	787 646
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPOREL ACHETÉS	75	1 705 800	1 650 451	(1 650 451)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville d'Hudson | 71100 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	236 406	29 414
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 150	209 810
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	614 985	(41 785)
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 599 958	1 984 933
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 353	9 515
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	24 490	18 897
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	24 484	10 479
Édifices communautaires et récréatifs	14	386 819	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		57 193
Ameublement et équipement de bureau	18	102 776	57 750
Machinerie, outillage et équipement divers	19	363 964	136 343
Terrains	20		131 731
Autres	21		
	22	4 360 385	2 604 280

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	236 406	29 414
Usines de traitement de l'eau potable	24	3 150	209 810
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	614 985	(41 785)
Autres infrastructures	27	2 627 801	2 013 345
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	878 043	393 496
	34	4 360 385	2 604 280

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	989 070		50 659	938 411
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 317 151		1 020 799	6 296 352
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	15 615 144	(49 660)	236 939	15 328 545
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	23 921 365	(49 660)	1 308 397	22 563 308
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 124 635	49 660	845 603	2 328 692
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 124 635	49 660	845 603	2 328 692
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 124 635	49 660	845 603	2 328 692
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	3 124 635	49 660	845 603	2 328 692
	18	27 046 000		2 154 000	24 892 000
Dette en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	27 046 000		2 154 000	24 892 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	24 892 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 887 508
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	938 411
Débiteurs	9	2 328 692
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	26 512 405
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	
Endettement net à long terme	16	26 512 405
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	244 737
Communauté métropolitaine	18	55 437
Autres organismes	19	819 436
Endettement total net à long terme	20	27 632 015
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	27 632 015
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	500	501	501
Évaluation	2	82 400	82 318	37 677
Autres	3	165 100	112 985	121 063
Sécurité publique				
Police	4	2 000	1 818	3 699
Sécurité incendie	5	9 000	8 961	8 772
Sécurité civile	6			
Autres	7	6 200	7 049	6 426
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	293 400	293 354	294 286
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	251 200	214 497	216 261
Cours d'eau	13	35 400	928	1 257
Protection de l'environnement	14	1 600	1 521	
Autres	15	18 800	18 741	20 487
Santé et bien-être				
Logement social	16	71 300	68 160	71 293
Autres	17		1 211	1 268
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	124 600	124 551	135 780
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	82 500	82 101	73 004
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	13 200	58 273	61 066
Activités culturelles	23	16 700	15 501	18 945
Réseau d'électricité	24			
	25	1 173 900	1 092 470	1 071 785

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 360 385	2 538 915
Frais de financement	4		65 365
Autres	5		
	6	4 360 385	2 604 280

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	10,30	35,00	18 748,00	883 721	167 568	1 051 289
Professionnels	2						
Cols blancs	3	10,28	35,00	18 702,00	683 008	129 510	812 518
Cols bleus	4	11,62	40,00	24 176,00	704 794	133 641	838 435
Policiers	5						
Pompiers	6	5,57	40,00	11 581,00	418 881	79 427	498 308
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	37,77		73 207,00	2 690 404	510 146	3 200 550
Élus	9	7,00			114 007	21 618	135 625
	10	44,77			2 804 411	531 764	3 336 175

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	45 243	59 410	135 014		239 667
Réseau de distribution de l'eau potable	13	19 944				19 944
Traitement des eaux usées	14	5 306	52 014	118 206		175 526
Réseaux d'égout	15	9 985				9 985
Autres	16	224 222	95 586	107 232	27 344	454 384
	17	304 700	207 010	360 452	27 344	899 506

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	3 126	3 660
	4	3 126	3 660
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	153 402	158 291
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	153 402	158 291
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	114 970	130 434
Enlèvement de la neige	11	3 392	6 862
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	118 362	137 296
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	151 447	155 861
Réseau de distribution de l'eau potable	17	66 179	78 214
Traitement des eaux usées	18	46 802	46 116
Réseaux d'égout	19	157 549	156 873
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	421 977	437 064
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	3 456	6 623
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	3 456	6 623
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	34 896	44 712
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	34 896	44 712
Réseau d'électricité	40		
	41	735 219	787 646

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Barbara Robinson	Conseiller	8 423	4 211		
Jamie Nicholls	Maire	25 266	12 634	6 386	3 193
Helen Kurgansky	Conseiller	8 423	4 211		
Austin Rikley-Krindle	Conseiller	8 423	4 211		
Chloe Hutchison	Maire	2 688	1 344	1 305	653
James Duff	Conseiller	8 423	4 211		
Daren Legault	Conseiller	9 319	4 659	228	114
Reid Thompson	Conseiller	896	448		
Benoit Blais	Conseiller	896	448		
Peter Mate	Conseiller	896	448		
Mark Gray	Conseiller	896	448		
Douglas Smith	Conseiller	896	448		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 300 000 $	

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		3	X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4			$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	X	6	

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	$
Ligne 14 : Débiteurs	13	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	16	$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

   a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. — 18 [X] 19 [ ]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 20 1 $

   b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. — 21 [X] 22 [ ]

   Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 — 23 273 930 $

   c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). — 24 [ ] 25 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 26 $

   d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). — 27 [ ] 28 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 29 $

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? — 30 [ ] 31 [X]

   Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 32 [ ] 33 [ ]

   Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

   a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 34 [ ] 35 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 36 $

   b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 37 [ ] 38 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 39 $

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? — 40 [ ] 41 [X]

   Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

   a) crédits de taxes — 42 $

   b) autres formes d'aide — 43 $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021	44	$
Facteur comparatif de 2021	45	
Valeur uniformisée	46	$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 47 — $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	48	$
▪Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	49	$
Chaussées pavées - entretien préventif	50	$
Chaussées pavées - entretien palliatif	51	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	52	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	53	$
Systèmes de drainage	54	$
Abords de routes	55	$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	56	$

b) Dépenses d'investissement

▪Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	57	$
▪Dépenses relatives à l'entretien d'été	58	$

c) Total des frais encourus admissibles — 59 — $

d) Description des dépenses d'investissement
▪Relatives à l'entretien d'hiver :
▪Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	60	
b) Date d'adoption de la résolution	61	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* — 62 [X] 63 [ ]

    Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

    a) Numéro de la résolution — 64 Res 2020-06-149

    b) Date d'adoption de la résolution — 65 2020-06-01

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

    Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

    a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) — 66

    b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) — 67

    Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

    c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) — 68 1

    d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) — 69

    e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) — 70

    f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) — 71

    g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) — 72

    h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) — 73

    i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) — 74

    j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) — 75

    k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? — 76 [ ] 77 [X]

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	858 077 $
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	1 722 457 $
Ministère des Transports	80	62 701 $
Ministère de la Culture et des Communications	81	$
Autres ministères/organismes	82	573 412 $
	83	3 216 647 $

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville d'Hudson | 71100 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 1
Taux global de taxation réel 3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Hudson

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Hudson (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les «exigences légales»).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO senc[1].

BCGO S.E.N.C.R.L.
Vaudreuil-Dorion, le 18 mai 2022
1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	11 897 489
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	(64 860)
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	29 569
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	11 932 780

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date		11	1 205 003 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date		12	1 220 664 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)		13	1 212 833 800

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100) — 14 — 0,9839/ 100 $

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		OUI		NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1		2	X	
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».					
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X	
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9		10	X	

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11		12		13	X
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14		15		16	X
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	17		18		19	X

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	20		21		22	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	23		24			

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?	25		26	X		

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Ville d'Hudson | 71100 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	8 887 200
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	1 206 100
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	10 093 300
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	661 200
Égout	13	340 500
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	301 800
Autres		
▪ autres usages	16	2 500
▪ Matières recyclables	17	227 300
▪ Matières organiques	18	238 800
Centres d'urgence 9-1-1	19	30 000
Service de la dette	20	252 900
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	2 055 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	2 055 000
	29	12 148 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	7 700
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	148 500
	9	156 200
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	156 200
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	4 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	4 500
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	160 700

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	/100 $					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 441 392 254 x	0,5890/100 $	8 489 800				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	x	/100 $					
Immeubles non résidentiels	4	53 483 274 x	0,6000/100 $	320 900				
Immeubles industriels	5	x	/100 $					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6	x	/100 $					
Autres	7	5 520 033 x	0,7500/100 $	41 400				
Immeubles forestiers	8	x	/100 $					
Immeubles agricoles	9	5 959 187 x	0,5890/100 $	35 100				
Total	10			8 887 200	( )	( )		8 887 200
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	1 506 354 748 x	0,0807/100 $	1 206 100				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12	x	/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	13	x	/100 $					
Immeubles non résidentiels	14	x	/100 $					
Immeubles industriels	15	x	/100 $					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	x	/100 $					
Autres	17	x	/100 $					
Immeubles forestiers	18	x	/100 $					
Immeubles agricoles	19	x	/100 $					
Total	20			1 206 100	( )	( )		1 206 100

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x /100 $					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x /100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x /100 $					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 $					
Immeubles industriels	25		x /100 $					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 $					
Autres	27		x /100 $					
Immeubles forestiers	28		x /100 $					
Immeubles agricoles	29		x /100 $					
Total	30				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 $					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x /100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x /100 $					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 $					
Immeubles industriels	35		x /100 $					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 $					
Autres	37		x /100 $					
Immeubles forestiers	38		x /100 $					
Immeubles agricoles	39		x /100 $					
Total	40				( )	( )		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x %		( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	230,00 $
Égout	2	330,00 $
Eau et égout	3	$
Traitement des eaux usées	4	$
Matières résiduelles	5	125,00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Piscine privée	110,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Piscine commerciale	250,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Recyclage	95,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Matières organiques	100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc urbain commercial 1	250,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc urbain commercial 2	400,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc urbain commercial 3	500,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc urbain commercial 4	2 500,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc urbain commercial 5	3 000,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Imm. résidentiel 25 unités et + Aqueduc	150,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc comm. C5 Hudson Valley	3 500,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc résidentiel Hudson Valley	295,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Aqueduc - Pointe à Raquette	385,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Égout commercial 2	530,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Égout commercial 3	900,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Égout commercial 4	2 000,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Égout commercial 5	3 300,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Égout résidentiel Whitlock	1 136,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Ent. fosses septiques Bionest SA-3D à 6D	302,5000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Ent. fosses septiques Bionest	392,5000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Ent. fosse septique Ecoflo	302,5000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Ent. fosse septique hydro-kinétic uv 126	245,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Ent. fosse septique hydro-kinétic uv 378	322,5000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Ent. fosse septique hydro-kinétic uv 126	272,5000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Ent. fosse septique hydro-kinétic uv 378	352,5000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Règlement 504	32,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Règlement 505	142,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Règlement 554	48,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Règlement 581	664,6200	4 - tarif fixe (compensation)	par unité
Règlement 647-2014	150,5900	4 - tarif fixe (compensation)	par untié

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	364 061			45 855		39 909
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	135 069					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	499 130			45 855		39 909

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
			Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1		9 643 475			10 093 300
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		252 900			252 900
Autres	5		1 637 031			1 772 100
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8		11 533 406			12 118 300

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		OUI		NON		S.O.
1.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?					
	a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM					
	▪ Pour la taxe foncière générale	1	X	2		
	▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5
	b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8
	▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.					
	c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11
	▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.					
	d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM					
	▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13	X	14
	▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16	X	17
	▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19	X	20
	▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :					
	2021	21		$		
	2022	22		$		
	▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :					
	2021	23		$		
	2022	24		$		
2.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25		26	X	
3.	La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :					
	▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27		28	X	
	▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29		30	X	
4.	La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31	X	32		
	Si oui, indiquer le montant.	33	24 710 $			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5.	Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	$
6.	Date d'adoption du budget par le conseil	35	2021-12-16
7.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	14 944 640 $
8.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	956 000 $
9.	Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	714 100 $
10.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	$